

pour les canaux des deux rives, et qu'un tarif pour tous les territoires irrigués. Or le canal de l'Ardèche-Gard-Hérault, coûte infiniment plus cher que celui de l'autre rive. Il fait donc monter considérablement le prix de revient de l'eau. Et les riverains de gauche paient, pour faire irriguer les riverains de droite, plus cher qu'ils ne paieraient s'ils profitaient seuls de l'irrigation. C'est même — (soit dit en passant) — un spectacle singulier, de voir les habitants de la Drôme et de Vaucluse réunir leurs efforts à ceux de l'Ardèche, de l'Hérault et du Gard, et poursuivre avec une égale insistance l'exécution des canaux rive droite qui leur coûteront fort cher et ne les intéressent nullement. Je donnerai dans un instant le mot de cette admirable solidarité.

Si donc on abandonnait le canal coûteux pour n'exécuter que le canal rive gauche, et qu'on ne fit payer aux riverains de gauche que le prix de leur eau personnelle, on pourrait peut-être ramener à 40 ou 50 francs le tarif de la redevance.

Ce serait assurément un progrès. Mais même dans ces conditions économiques, la dérivation ne serait pas utilisée.

Pourquoi ?

Parce que les départements auxquels on offre l'irrigation, n'en ont pas besoin. Ils ont plus d'eau qu'ils ne leur en faut. Ils la laissent perdre. Je n'exagère rien. Je connais un ingénieur des ponts et chaussées à Avignon, qui se plaint et réclame, parce que l'eau des canaux d'irrigation actuellement existants, court sans emploi le long des routes et les détériore.

C'est qu'en effet, les départements qu'il s'agit d'irriguer sont déjà parmi les mieux irrigués de France.